

Paris Normandie doit survivre à Sarkozy

Paris Normandie et la presse havraise subissent un coup de force d'une brutalité dont la mesure n'a pas encore été prise, si ce n'est par les salariés de la presse. Il s'agit de centaines d'emplois, bien sûr, et d'information. Il n'y aurait sur l'information en France ni Constitution, ni lois, ni références légales ! Seul compterait le caprice de l'héritier de l'empire Hersant, renvoyant les titres d'une région entière - La Normandie - au tribunal de commerce le plus proche. Cette région, par le caprice d'un seul homme, deviendrait blanche et sèche en matière de droit à l'information et de respect d'un pluralisme de la presse pourtant inscrit dans le bloc de constitutionnalité qui régit le pays !



Bloquer le compte à rebours du 11 avril

Plus attaché à la protection du secret bancaire de son pays refuge, la Suisse, Philippe Hersant décide de là-bas que *Paris Normandie*, *Le Havre libre*, *Le Havre Presse*, *Le Progrès de Fécamp* et *Liberté Dimanche* devraient disparaître, entraînant dans ce gâchis le pôle *Champagne Ardenne Picardie*, *Nice Matin* et *La Provence*, titres d'un groupe GHM à l'abandon.

A ce jour, les pouvoirs publics, le patronat de l'information, groupé en syndicats ou séparé, font assaut de... silence. Comme si chacun attendait, tapi dans l'ombre de la campagne électorale, que Philippe Hersant réussisse son coup de force pour procéder de la même manière.

Voilà pourquoi il est urgent, et d'une priorité absolue, de bloquer le compte à rebours. Une nouvelle fois, ce sont les salariés des titres normands, par leur mobilisation et leur unité, une fois encore, c'est la solidarité qui s'exprime dans toute la presse, qui constituent l'élément moteur du combat pour l'information.

Il est navrant, rageant, de constater de nouveau que la liberté de la presse est d'une fragilité absolue face aux forces du marché, au droit divin du patronat, aux prétentions du gouvernement Sarkozy à sacrifier de nombreux titres pour confier aux amis du président les clés d'un ou deux champions nationaux multimédias.

Notre combat est celui de l'information, donc de la

préservation des quotidiens d'information générale de Normandie. Désarmer la bombe à retardement du 11 avril en fait partie.

Obtenir la pérennité de la presse normande et de ses emplois par la négociation

Les patrons de presse jouent. A cache-cache.

Le groupe La Voix-Rossel, censé être le repreneur, échafaude en secret des plans de restructuration des titres Hersant à racheter. La présence de ses émissaires est signalée à *l'Union*, *La Provence*, *Nice Matin*... Mais ce groupe, fort de son nouvel actionnaire,

Lire page suivante →

La Normandie sans presse ?

Une région entière, la Normandie, privée de quotidiens d'information générale ? Leur propriétaire, Philippe Hersant, leur préfère son nouvel empire de presse en Suisse ! *Paris Normandie*, *Le Havre libre*, *Le Havre Presse*, *Le Progrès de Fécamp* et *Liberté Dimanche* sont à la merci, le 11 avril, d'un tribunal de commerce incompétent en matière d'information et de presse. Victorieuse, la méthode Hersant ferait école. Pour contrôler l'information, Sarkozy pousse à la construction d'un ou deux champions nationaux au détriment de nombreux titres. La Filpac CGT ne l'accepte pas. Avec les salariés, le SNJ et d'autres syndicats dans les entreprises de presse, elle ranime le combat de la liberté de la presse. Chacun y a sa place. ★

Pour la Filpac CGT, MARC PEYRADE,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

le Crédit Agricole, se réserve l'information. Un aveu de la façon dont il la traite dans ses colonnes, cette information qu'il devrait servir.

Philippe Hersant ? Son état major ne comprend la négociation qu'en termes de chuchotements de couloir portant sur les seules suppressions d'emplois, la taille des effectifs et l'affaiblissement des capacités rédactionnelles et industrielles. Qu'on se souvienne du capitaine échoué sur la plage, face au Costa Croisières en train de prendre l'eau, et l'on aura une idée de l'attitude et du courage de Philippe Hersant.

Le Syndicat patronal de la presse en région, le SPQR ? Claquemuré dans les beaux quartiers parisiens des ambassades, pourquoi se donnerait-il la peine d'entendre les cris de celles et ceux qui risquent leur emploi et leur quotidien. D'autant que sa

campagne pour Sarkozy prend bien de la place, si l'on mesure la surface accordée au candidat des patrons dans les titres de PQR.

Droits dans leurs bottes, les professionnels de la liquidation judiciaire, connectés en wifi avec les liquidateurs, se sentent – comme Jeanne d'Arc – investis d'une sainte mission, bouter la presse quotidienne hors de la région normande.

Seulement voilà : la mobilisation ne se dément pas, et de l'intérieur même des entreprises de presse, Paris Normandie et la presse havraise sont devenus un drapeau national. Et beaucoup de salariés comprennent que le sort réservé à leurs collègues normands risquait de faire école.

Plus que jamais le sort de la presse quotidienne normande

passé par une négociation entre le groupe GHM, le groupe Rossel-la Voix, les syndicats patronaux et le gouvernement.

Vite, une loi fondamentale au service de l'information et de ses différents supports !

Les protections légales de l'information existent bien : mais elles sont trop facilement contournées, preuve en est fournie par le groupe Hersant. Un peu comme si le droit constitutionnel était réservé aux commémorations et aux jours de fête, et l'ordinaire du traitement de la presse était à la disposition des seuls propriétaires.

Hersant, de Suisse, sème la pagaille en toute impunité,

pendant que quelques industriels et banquiers se répartissent, sans limite, les titres de propriété sur l'information régionale. Et les subtilités du droit commercial, dont ils abusent moyennant une armée d'avocats, leur permettent de dominer l'information comme si le pays était une principauté d'opérette.

Ces quelques industriels et banquiers ont mis la main sur la télé, la radio, la presse. Les nouvelles chaînes de la TNT tombent encore dans leur escarcelle. Et les obligations légales n'existent quasiment pas pour les fournisseurs d'accès à Internet. La concentration est le maître mot de la politique de Sarkozy depuis des « états généraux » de la presse, vite transformés en pourvoyeurs de propositions à l'Etat stratège, qui a balkanisé la distribution, fait main basse sur les aides à la presse, poussé à l'hyper

concentration, quel que soit le nombre de titres voués à la mort par l'application de la seule loi du marché.

C'est pourquoi la Filpac CGT, à l'occasion des élections législatives toutes proches, contribuera, avec celles et ceux qui le souhaitent, à la rédaction d'une loi fondamentale pour la liberté de l'information, son pluralisme, ses emplois.

Paris Normandie et la presse havraise sont en première ligne de la bataille de l'information et de ses emplois, dont l'un des rendez-vous est ce 11 avril, date choisie par le tribunal de commerce, et qui sera le rendez-vous des défenseurs de la presse d'information : de quel droit le 11 avril la presse serait frappée d'interdit en Normandie ? ★



Pourquoi tant de haine contre les syndicats ?

Parce que Sarkozy veut nous faire payer la crise !

Contre les syndicats, le candidat Sarkozy aboie de plus en plus fort. En meetings, devant des salles de patrons et de bons bourgeois hilares, il s'en prend à la CGT de Ouest France, aux syndicalistes de Florange, à ceux de la CGT de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux. Après avoir fait gazer les syndicalistes d'Arcelor Mittal, qui avaient eu l'audace de vouloir lui parler.

Pourquoi ce ton de chef de bande d'extrême droite ?

Parce que c'est le candidat d'une austérité agressive qui constitue l'essentiel de son programme. Voilà ce qu'il en dit au journal *L'Est républicain* du 2 avril :

« Au nom de la France, j'ai pris des engagements vis-à-vis de l'Europe : 0 % de déficit en 2016. Pour y arriver, j'ai prévu 115 milliards d'euros d'efforts, 75 milliards sur les dépenses, 40 milliards sur les recettes. Et sur celles-ci, j'en ai déjà fait voter 32 milliards... »

Je, je, je... Pas réélu pour un sous, le voilà rêvant tout haut de mesures toujours



plus brutales, parce qu'il n'a pas changé d'un pouce : pour lui et ses amis banquiers et industriels, c'est aux salariés de payer la crise. Et à eux seuls. Alors, pensez, « les syndicats », et la CGT en particulier, sont des empêcheurs de tondre le salarié en rond.

L'austérité aujourd'hui, bien plus que demain

Les dernières mesures communes au patronat (Medef) et à l'UMP le prouvent :

- augmentation de la TVA pour exonérer les patrons de leurs cotisations allocation familiales, qui seraient, à partir de début octobre 2012, sur les seules épaules des salariés,
- diminution des prestations arrêts maladie,

- déremboursement permanent des médicaments affublés de « vignettes » de toutes les couleurs dont la seule fonction est de sortir un maximum de médicaments du remboursement,

- taxation des mutuelles santé,

- loi Warsmann votée le 29 février à la hâte qui, notamment, retire au titulaire d'un contrat de travail le droit de refuser individuellement une modification du temps de travail décidée par le patron,

- proposition du Medef d'accords baptisés « compétitivité-emploi », qui donnent au seul patron, moyennant un accord avec une majorité de salariés ou de syndicats, le droit de moduler le salaire, le temps de travail et son organisation au cas où la « compétitivité de l'entreprise » est déclarée en danger par la direction.

Les rendez-vous de l'austérité dans les mois à venir l'annoncent :

- retraite : le rendez-vous patronat-gouvernement sur le régime général des retraites, prévu pour début 2013, montre que l'allongement à 62 ans n'est qu'une étape pour les patrons qui veulent se débarrasser de cette branche de la sécurité sociale ;

- dépendance : Sarkozy et l'UMP ont toujours en tête de rendre obligatoire une assurance dépendance privée, que le salarié devrait contracter à partir de 50 ans ;

- chômage : Sarkozy, le candidat d'Angela Merkel, aspire au système allemand. Le chômeur doit accepter n'importe quel travail, n'importe où, à n'importe quel tarif. En cas de refus ses allocations sont

interrompues. De plus, si l'allocataire chômeur possède des biens, il doit d'abord y recourir avant de prétendre à une prolongation de son indemnité. Voilà pourquoi Sarkozy fait campagne « contre l'assistanat ».

La haine de la résistance sociale

Les insultes à l'égard du syndicalisme, au fond, ne reposent que sur une seule chose : le candidat se présente comme le meilleur chien de garde des profits et des capitaux accumulés par les grands patrons et les banquiers. Pour ça, il est déjà prêt à former un gouvernement autoritaire et de combat contre toute résistance à l'austérité.

Dès le 22 avril, cet homme dangereux pour la collectivité doit dégager. ★

Compétitivité?

Le Medef (*) à l'offensive contre nos emplois

Le 6 avril, dans une réunion déclarée ultime et appelée de façon hypocrite « négociation », le patronat veut finaliser son coup de force : imposer des « accords compétitivité emploi », qui retournent la facture de la crise contre les seuls salariés et leurs postes de travail. Sous couvert de les protéger !

Un accord de principe, en juin 2011, deviendrait un assommoir juste avant les élections

La CFDT, la CGC, la CFTC ont passé du temps en juin 2011 avec le Medef pour accoucher d'un long texte commun, appelé « *Approche de la compétitivité française* », flanqué d'une déclaration commune. C'est sur la base de ce constat partagé que le Medef pousse l'avantage et nous présente maintenant l'addition.

En gros, la crise n'existe que par défaut de la compétitivité



des entreprises, et cette compétitivité bat de l'aile du fait des salariés, de leurs salaires, d'un temps de travail légal, et des cotisations sociales qui les accompagnent.

Donc, disent en commun la CFDT et le Medef, il faut repenser le système de sécurité sociale, l'encadrement légal du contrat de travail et la notion même de salaire.

Devant la crise, aux salariés de consentir à oublier leurs droits

Mais le Medef ne se contente pas d'un lourd texte fumeux, il

passé à l'acte, fort de l'appui de son président. Voilà que naissent les accords compétitivité emploi :

- devant les difficultés de l'entreprise définies par le patron, les salariés passeraient un accord avec la direction dans lequel ils acceptent, moyennant une vague promesse de sauvegarde de certains emplois, une baisse significative du salaire et une modulation du temps de travail non compensée ;
- un tel accord pourrait être passé directement avec les salariés, et sauterait à pieds joints par-dessus toutes les garanties sociales, telles que la convention collective, le Code du Travail, et même le contrat de travail individuel.

Un big-bang antisocial la veille des élections ?

Les patrons, le Medef et donc Sarkozy réussiraient le tour de force, la veille d'élections majeures, un big-bang :

- faire disparaître la crise et n'en rendre responsable que le salarié, coupable l'être !
- faire sauter ce qui reste de lois protégeant le salarié au nom de droits sociaux acquis au fil des années ;
- les salariés devraient admettre que les patrons et les banquiers n'aient aucune responsabilité dans la crise, et que pour en sortir il faut

baisser le coût du travail au coup de sifflet du patron.

En somme, mettre la tête sur le billot en baissant son col pour ne pas gêner le bourreau.

Au risque de se faire de nouveau insulter par le président de la République, candidat à sa propre succession, la CGT ne consentira pas à cette mise en place d'une surexploitation des salariés et à la perspective de jeter aux orties un demi-siècle de lois sociales. ★

(*) Le Mouvement des entreprises de France, dont la présidente Laurence Parisot vient de faire un vibrant éloge de... Sarkozy.

filpac **CGT**

Directeur de la publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr
FILPAC-CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 48 18 80 24 – Fax : 01 48 51 99 07
filpac@filpac-cgt.fr www.filpac-cgt.fr

